

Politique de la ville : regain de tension entre l'exécutif et les maires de banlieue

Louise Couvelaire

L'association d'élus Ville et banlieue estime insuffisantes les actions en faveur des quartiers

Nouvelle passe d'armes entre les maires de banlieue et l'exécutif. Au cœur de la discorde, le bilan du gouvernement en matière de politique de la ville. En toile de fond, le congrès de l'Association des maires de France (AMF) qui s'est clôturé, jeudi 18 novembre, par un discours du président de la République : « *Pour la ville, je vous ai entendus, et je souscris totalement à l'appel de Grigny [lancé par une centaine de maires en 2017 pour protester contre les coupes budgétaires et le gel des emplois aidés] comme au travail de Jean-Louis Borloo, a-t-il déclaré. Les chiffres sont là, j'ai entendu votre discours, mais il a trois ans d'âge !* »

La pique est une réplique à la résolution adoptée à l'unanimité par le bureau de l'AMF et présentée la veille : « *Ce ne sont certainement pas de grands discours, parfois caricaturaux, qui feront sortir nos banlieues de l'état de relégation dans lequel elles sont plongées*, avait lancé son vice-président, le maire socialiste d'Issoudun (Indre), André Laignel. *Là encore, les espoirs qui avaient été suscités ont été déçus et le sabotage du rapport Borloo justifie la mobilisation de nos collègues maires de quartiers prioritaires de la politique de la ville. Nous faisons, à cet égard, nôtre l'appel de Grigny et son conseil national des solutions* ».

A cinq mois de la présidentielle, le chef de l'Etat n'apprécie guère qu'on lui rappelle – une fois encore – l'un des épisodes les plus désastreux de son quinquennat : le fiasco de la remise du rapport Borloo. C'était en 2018, mais personne, parmi les élus, les associations et les acteurs de terrain n'a oublié le camouflet, vécu comme un traumatisme.

« *On peut dire qu'on va débattre d'un nouvel agenda de solutions. On l'a pris, il a trois ans. Il a commencé à être déployé* », s'est défendu le chef de l'Etat, laissant entendre qu'il avait fait sien le contenu du rapport Borloo. Et d'égrener les actions de son gouvernement : développement des cités éducatives, financements fléchés pour les quartiers dans le cadre du plan de relance, nouveaux investissements pour la rénovation urbaine...

« *C'est comme s'il essayait à chaque fois de nous refaire le catalogue La Redoute* », commente Gilles Leproust, maire communiste d'Allonnes (Sarthe) et membre du bureau de l'AMF. Même impression lors de l'allocation télévisée du président de la République le 9 novembre. « *Il a une vision très généraliste et très statistique de la situation, répétant que tous les indicateurs sont au vert*, poursuit M. Leproust. *Sauf que ce n'est pas le cas dans nos communes populaires. La crise sanitaire, on le sait, a creusé toutes les inégalités, et pourtant, à l'écouter, et c'est assez sidérant, tout est réglé, y compris dans les quartiers. Nous disons que le chantier est loin d'être achevé.* »

Dans la foulée du discours d'Emmanuel Macron, l'association Ville et banlieue a publié un communiqué pour rappeler au chef de l'Etat que « *le défi de l'égalité républicaine [était] toujours d'actualité !* » Ses adhérents se disent « *surpris d'une telle attitude* » : « *Nous n'avons jamais sous-estimé les quelques avancées obtenues ces dernières années. (...) Mais nous sommes loin du compte.* »

« Lever les ambiguïtés »

Le 22 novembre, c'est au tour de la ministre chargée de la ville de « *s'étonner* » des « *réactions de certains élus locaux par voie de presse à la réponse du président de la République* » dans un communiqué visant à défendre « *quatre années d'action du gouvernement qui battent en brèche les idées reçues et les discours surannés sur la politique de la ville* ». Pour Nadia Hai, le chef de l'Etat a « *rappelé l'intérêt du rapport "Vivre ensemble, vivre en grand : pour une réconciliation nationale" de Jean-Louis Borloo et celui des propositions des élus locaux dans la politique conduite par le gouvernement* ». « *J'espère qu'à l'approche de l'élection présidentielle, les instances représentatives des collectivités territoriales ne se transforment pas en force d'opposition au gouvernement mais conservent leur force de proposition pour construire ensemble des politiques publiques* », conclut-elle.

Une crainte que les maires vivent comme une injustice. « *On peut interpeller sans s'opposer*, souligne la maire divers droite de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), Catherine Arenou. *Le président laisse entendre que tout est acté, qu'il a déjà les solutions, que nous menons un combat d'arrière-garde, nous rappelons que toutes les avancées obtenues l'ont été grâce à nos interpellations, que nous continuerons à proposer des solutions et à interpeller.* » Afin de « *lever les ambiguïtés* », les maires de l'association Ville et banlieue demandent à rencontrer Emmanuel Macron.